

Charte de la liste ouverte pour le CA LP et LGT

soutenue par l'intersyndicale FO-CGT-Educ'action/SNES/SUD Éducation
Liste ouverte à tou·te·s

Les candidat·e·s de cette liste s'engagent à

- participer aux heures d'information syndicale, faites pour recueillir la parole de tou·te·s ;
- défendre les mandats issus des votes lors de ces réunions en votant collectivement au CA.

Nous présentons un ensemble de points qui sont à la fois des sujets de préoccupation et de mobilisation pour l'année qui vient et qui donnent un cadre pour nos revendications lors des CA.

- **Pour un service public d'Éducation Nationale**
- **Pour une autre réforme de l'Éducation Nationale**

Nous revendiquons une refonte du BAC en concertation avec les équipes pédagogiques

- De la voie professionnelle
- De la voie générale et technologique
- De l'enseignement supérieur

- **Pour la lutte contre les discriminations :
racisme, sexisme, homophobie et transphobie**
Pour un plan de prévention et d'embauches conforme à la hauteur de la crise épidémique et pas des mesures adaptées aux pénuries engendrées par 20 ans de restriction dans le système de santé et de prévention.

- **Pour une lutte collective à l'échelle du lycée**

Voir détail des différents points sur les pages suivantes

Pour un service public d'Éducation Nationale

- Pour l'augmentation des moyens alloués à l'Éducation Nationale :
 - une véritable revalorisation des métiers et des salaires.
 - une amélioration des conditions d'apprentissage des élèves.
- Pour une embauche massive de personnels titulaires, en lieu et place de la précarisation généralisée du corps enseignant et du recours massif aux heures supplémentaires.
- Pour la titularisation sans condition de tous les personnels précaires.
- Pour des services non annualisés.
- Pour un corps unique d'enseignant·e·s, quel que soit le degré, avec mise à niveau sur le grade le plus élevé.
- Pour un pôle médico-social dans chaque établissement scolaire.
- Pour la revalorisation des salaires et pour un vrai statut pour les AESH et les AED.

Pour une autre réforme de l'Éducation nationale

La réforme du lycée professionnel

- Contre la suppression, en Bac pro, de 9 à 11 semaines de cours sur les trois ans de formation (4 à 6 semaines de moins pour les CAP sur deux ans) réduisant les enseignements généraux à une vision purement utilitariste.
- Contre une voie du lycée uniquement tournée vers l'insertion professionnelle et l'employabilité.
- Contre le rapprochement avec le privé.

La réforme de la voie générale et technologique

- Contre les tests de positionnement de secondes qui, en plus de leur inutilité pédagogique, constituent une perte de temps et sont un énième outil permettant de classer les élèves au niveau national.
- Contre la suppression des groupes classe qui empêche tout suivi des élèves.
- Contre le contrôle continu du nouveau baccalauréat qui transforme ce diplôme en un bac local et renforce l'anxiété des élèves qui sont évalué·e·s constamment et augmente la charge de travail de tous les personnels.
- Pour un vrai enseignement modulaire et un vrai choix offert aux élèves, en allouant les moyens nécessaires (financiers, logistiques et horaires).

À propos des réformes de l'éducation prioritaire, de l'évaluation des établissements et de la filière technologique.

- Pour l'intégration des lycées dans l'éducation prioritaire avec une diminution du maximum de service de 1/9ème, une diminution des effectifs à 25 par classe, 1 CPE pour 100 élèves et 2 AED pour 50 élèves.
- Contre une hiérarchisation des établissements qui reproduit les inégalités socio-spatiales et les idées préconçues et contre les tests de positionnement qui serviront de base à ces classements.

Pour l'alignement du nombre de places dans le supérieur public avec le nombre de bachelier·e·s

Pour la lutte contre les discriminations : racisme, sexisme, homophobie et transphobie

- Pour la prévention des comportements oppressifs au sein du lycée en direction des élèves, mais aussi de tous les personnels de l'établissement.

Pour une lutte collective à l'échelle du lycée Condorcet

- Nous défendons une démarche collective de défense des droits individuels et collectifs de tou·te·s, en particulier des personnels précaires.
- Nous demandons des créations de postes dans toutes les disciplines partout où le nombre d'heures supplémentaires le rend possible.
- Nous tenons au respect du statut des personnels (missions, fiches de poste, évaluation, etc.).
- Nous demandons à ce que les décisions soient prises en concertation avec l'ensemble des personnels.

Pour un plan de prévention et d'embauches conforme à la hauteur de la crise épidémique

- Pour des mesures adaptées aux pénuries engendrées par 20 ans de restriction dans le système de santé et de prévention.